

Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse :

Réduire de moitié la pauvreté en Suisse: comment Caritas s'engage-t-elle?

La Déclaration de Caritas «Réduisons de moitié la pauvreté!» demande des actes concrets. Caritas attend donc de la Confédération, des cantons et des communes, mais aussi de l'économie, qu'ils s'engagent concrètement dans la lutte contre la pauvreté. Caritas elle aussi a un rôle à jouer. Elle a donc mis sur pied un programme d'actions concrètes qu'il s'agira d'appliquer de manière conséquente ces prochaines années.

Quatre axes d'action

On ne peut pas mettre en œuvre une véritable lutte contre la pauvreté en Suisse par des mesures isolées. La pauvreté a plusieurs visages et il faut la contrer par une large palette d'interventions. Pour pouvoir atteindre le but qu'elle s'est fixé – réduire de moitié la pauvreté, Caritas va étendre son engagement en Suisse en suivant quatre axes prioritaires:

1. Une observation systématique de la politique de lutte contre la pauvreté

La politique de lutte contre la pauvreté est une politique durable. Pour la réaliser, il faut mettre sur pied un système d'observation et de recensement en continu des différentes politiques qu'il faut engager. Dans un rapport annuel, Caritas va donc se faire l'écho des progrès, mais aussi des reculs, qu'elle enregistrera dans les différents domaines politiques concernés. L'organisation va s'attacher particulièrement à observer l'évolution des politiques de la formation, de la santé, du marché du travail, ainsi que de la politique fiscale et sociale. En nous basant sur les rapports cantonaux en matière de pauvreté que nous exigeons au travers de motions déposées devant les parlements cantonaux, nous serons en mesure de comparer les politiques de lutte contre la pauvreté entre les cantons. L'objectif de ce monitoring: la lutte contre la pauvreté doit devenir plus efficace.

2. Un renforcement de la consultation sociale de Caritas

Les Caritas régionales sont déjà actives en matière de consultation sociale et d'aide de transition en cas de difficulté financière, par exemple d'aide pour payer une facture de dentiste pour un enfant de famille touchée par la pauvreté. Caritas va élargir substantiellement son offre de consultation sociale et d'aide de transition pour les personnes pauvres en situation précaire. L'offre actuelle sera complétée par de nouveaux instruments basés sur Internet. Aujourd'hui, notre consultation sociale vient en aide à quelque 15'000 personnes. Nous pensons l'élargir pour qu'elle concerne 25'000 personnes par année.

3. Un élargissement du nombre d'Epicerie Caritas

Dans les Epicerie Caritas, des personnes vivant dans des conditions précaires peuvent se procurer des produits de consommation courante à des prix baissés (grâce au sponsoring d'entreprises de livraison). En 2009, la coopérative des Epicerie Caritas comptait 18 magasins.

Le chiffre d'affaires des Epicerie Caritas est un bon indicateur de la pauvreté. L'an passé, ce chiffre d'affaires a augmenté de près de 50%. Cela donne une idée du nombre de personnes touchées par la pauvreté qui évoluent dans les coulisses de notre Suisse riche. Caritas souhaite donc augmenter considérablement le nombre de ses Epicerie et donner ainsi, à travers toute la Suisse, la possibilité à des personnes touchées par la pauvreté de se procurer des biens de consommation courante à des prix très favorables. Concrètement, Caritas veut ouvrir 12 nouvelles Epicerie et atteindre ainsi 30 points de vente.

4. La création d'entreprises sociales – la création de 1000 emplois dans des entreprises sociales

Une intégration réussie passe par un emploi. Mais, justement en temps de crise, le marché du travail n'a qu'une faible capacité d'absorption. Malgré leurs efforts, les personnes au chômage qui cherchent un travail à tout prix n'en trouvent pas. La situation est particulièrement difficile pour les personnes dont les capacités sont restreintes. De plus en plus, ces personnes sont exclues du marché du travail. Il faut donc créer des possibilités d'emplois qui tiennent compte des compétences et aptitudes de ces personnes. C'est pourquoi il faut créer des entreprises sociales. Des emplois du second marché du travail peuvent donner à ces personnes une chance de retrouver du travail dans une entreprise qui doit être concurrentielle pour exister.

Caritas souhaite étendre son offre déjà existante en matière d'entreprises sociales. Les personnes qui ont des difficultés à s'intégrer socialement et professionnellement doivent avoir plus de possibilités de suivre une formation continue et de retrouver une activité salariée. Concrètement, Caritas veut créer 1000 emplois supplémentaires pour les personnes qui ne trouvent pas de travail sur le premier marché du travail.